

**Délibération N° 2025-06-09-F**

Déclassement du mobilier de la médiathèque

**Département du Val-de-Marne****Arrondissement de Nogent-sur-Marne**

Nombre de membres composant

Le Conseil Municipal ..... 45

Membres en exercice ..... 45

Présent.e.s ou représenté.e.s

à la séance ..... 42

Absent.e.s ..... 3

## **SÉANCE DU 19 JUIN 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le **dix-neuf juin**, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois, dûment convoqués le **treize juin**, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de **Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire**.

### **ÉTAIENT PRÉSENT.E.S**

M. GAUTRAIS, Mme KLOPP, M. CORNELIS, Mme FENASSE, M. LACHELACHE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, Mme BENZIANE, M. GUENICHE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. ORJEBIN, Mme BOUHADA, Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, Mme LARABI, M. LEBLANC, Mme GARNIER, M. MULLER, M. BATTAL, Mme SAINT GAL, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. MATHIEU, M. BERTRAND, Mme CAZALS, Mme CACAIS-BARANGER, M. KEITA, Mme TRANCART, Mme LAROCHE (arrivée à 20h41)

### **EXCUSÉ.E.S - REPRÉSENTÉ.E.S**

M. SEYE	a donné mandat à M. DAMIANI
Mme AVOGNON-ZONON	a donné mandat à M. LEBLANC
M. CLERGET	a donné mandat à M. GAUTRAIS
Mme VIENNEY	a donné mandat à M. LACHELACHE
Mme MICHEL	a donné mandat à Mme TRANCART
M. DAUMONT-LEROUX	a donné mandat à M. ORJEBIN
M. NOMBO POATY	a donné mandat à Mme NAIT-BAHLOUL
M. DE LA CROIX	a donné mandat à M. BERTRAND
M. FOURESTIER	a donné mandat à M. BRUNET

### **ABSENT.E.S**

Mme INDJA, M. TARGUI (arrivé à 21h35), M. RISPAL (arrivé à 21h10)

Le président ayant ouvert la séance, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

**Monsieur DAMIANI** ayant obtenu la majorité des voix, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a accepté.

**LE CONSEIL,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article l'article L2121-29 portant sur l'aliénation de biens mobiliers de la collectivité,

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**CONSIDERANT** que la Ville met en œuvre une opération de construction d'un nouveau bâtiment devant accueillir les 2 centres médicaux de santé et la médiathèque,

**CONSIDERANT** que l'opération comprend la livraison de mobiliers neufs,

**CONSIDERANT** qu'une partie des mobiliers actuellement en usage à la médiathèque sera réaffecté à d'autres services et que l'autre partie perdra définitivement son affectation au service public à l'issu du déménagement du service dans ses nouveaux locaux,

**CONSIDERANT** que les déménagements interviendront entre le 14 juin et le 19 juillet,

**CONSIDERANT** que la médiathèque doit être cédée à compter du 15 juillet 2025 et les locaux doivent être libres de biens avant cette date,

**CONSIDERANT** que pour ce faire il sera fait appel à une société chargée du vidage et du recyclage des mobiliers,

**CONSIDERANT** que le nombre et la teneur des mobiliers concernés ne pourront être établis qu'au jour de la cession,

**CONSIDERANT** qu'il n'est dès lors pas possible de connaître le nombre exact et la valeur de ces biens avant cette date,

**Sur avis de la Commission des Finances,**

**Après en avoir délibéré**

**À L'UNANIMITÉ**

**DECIDE,**

**Article 1 :** Autorise la cession des mobiliers de la médiathèque, non réaffectés à un autre service de la ville en vue de leur recyclage et reconditionnement.

**Article 2 :** Décide que leur désaffectation sera constatée de leur sortie d'inventaire réalisée sur présentation de la liste des mobiliers établie lors de l'opération de cession.

**Article 3 :** Autorise le Maire ou son représentant à signer les actes nécessaires à la réalisation de l'opération de cession et de sortie d'inventaire physique et comptable.

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Fontenay-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification (ou de sa publication). L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.*

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun – dans le délai de deux mois :*

*- à compter de la notification (ou de la publication) de la délibération ;*

*- à compter de la réponse de l'administration, si un recours administratif a été préalablement formé. »*

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le .....**24 JUIN 2025**.....

Publication

le .....**27 JUIN 2025**.....

Notification

le .....

Certifié exécutoire

Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

**Jean-Philippe GAUTRAIS**

Maire



